

lait une politique à long terme de chômage, accompagnée de diverses aides aux entreprises...

Nous en voyons donc les conséquences : le chiffre de deux millions de chômeurs est accompagné par une série de lois ou de mesures gouvernementales qui sont autant d'attaques contre la classe ouvrière : lois sur le travail à temps partiel, visant à faciliter le développement de catégories de travailleuses et travailleurs cantonnés dans les emplois de chômeurs à temps partiel ; loi sur le travail intérimaire, précédée de décrets visant à légaliser encore mieux l'essor des négriers modernes que sont les entreprises de louage de main-d'œuvre ; lois racistes, visant à exploiter encore plus durement les immigrés tout en créant une division profonde entre « Français » et « étrangers ».

Cependant, l'ampleur de cette offensive bourgeoise, qui s'est accélérée depuis mars 1978, est cachée à beaucoup de travailleurs : ils sentent la détérioration de la situation, mais continuent à croire que le gouvernement a fait ce qu'il a pu, malgré la crise. Telle est, pour Giscard, le bénéfice de sa politique de « concertation » : pendant plus de deux ans, sous couvert de « progrès social », s'est éternisée une longue négociation sur « la durée du travail ». Les directions syndicales l'ont acceptée alors que, du côté patronal, le seul objectif — clairement formulé — était de « supprimer le carcan de 1936 » (comme le disait François Ceyrac, président du CNPF), c'est-à-dire de supprimer les garanties qui restent encore aux travailleurs depuis la grande grève de 1936...

Pendant la même période, et sans que rien ne vienne troubler la quiétude des commissions de travail, le projet du VIII^e Plan, pour la période de 1980 à 1985, a été élaboré. Remarquons tout de suite qu'il ne fait pas l'objet de « discours au coin du feu », ou d'exposés « magistraux » avec de savantes « courbes » dessinées au tableau noir devant les téléspectateurs : sur décision de Giscard et Barre, il ne sera pas discuté au Parlement avant l'élection présidentielle. Notre président libéral a estimé que des choses aussi sérieuses demandaient plus de sérénité qu'une période préélectorale...

En fait, ce plan s'applique déjà : le budget de 1981 — avec le blocage des embauches dans les services publics et la régression du pouvoir d'achat des fonctionnaires... — en est une application. Mais Giscard sait bien, sept ans après ses promesses mensongères de 1974, que personne ne pourrait approuver « l'option centrale du VIII^e Plan » : le passage du nombre de chômeurs à 2,5 ou 3, 5 millions d'ici à 1985 (en chiffre officiels). Et il nous reste à en retenir la leçon : même réduite par l'ensemble des institutions actuelles, la possibilité d'expression démocratique paraît encore trop dangereuse à Giscard : il ne veut pas que les travailleurs aillent voter en sachant la vérité sur les projets d'avenir du régime.

Pour combattre avec efficacité : les résultats de la politique de Giscard, ainsi que ses projets en cours, doivent être connus avec le plus de précision possible. De même, face à la situation actuelle de la classe ouvrière, nous devons tirer un bilan de la politique des directions ouvrières : en refusant d'engager l'action, dans l'unité, pour imposer au

plus tôt la semaine de 35 heures sans perte de salaire, elles ont laissé la place à une grande offensive bourgeoise. L'objectif de travailler moins pour travailler tous, cependant, est plus que jamais à l'ordre du jour.

Bilan du septennat plans d'avenir de la bourgeoisie, offensive en cours... autant de raisons de vouloir tout faire pour chasser Giscard. Face à la crise, en effet, les moyens existent pour satisfaire les exigences ouvrières qui n'ont que trop attendu. C'est en ce sens qu'il nous paraît indispensable d'imposer l'unité entre organisations ouvrières, pour le désistement contre la droite entre partis ouvriers, mais aussi pour un gouvernement commun du PC et du PS — les deux partis majoritaires parmi les travailleurs et dans le pays ! —. Quant à la satisfaction des revendications — que la défaite de Giscard ne peut que faciliter —, les travailleurs sauront bien s'organiser pour l'obtenir ! Le choix, en effet, est clair en ce début 1981 : subir une politique réactionnaire encore aggravée, ou imposer l'unité de la classe ouvrière pour en finir avec Giscard.



SI GISCARD EST REELU EN 1981...

Il y aura, d'ici deux ou trois ans :

- 3 millions de chômeurs ;
- 3 millions de chômeurs à temps partiel (travailleuses et travailleurs à « temps partiel ») ;
- 2 millions de travailleurs « intérimaires », et autres « stagiaires Barre » ou contractuels...